



HAL
open science

Les Zanatany de Madagascar entre la Seconde guerre mondiale et l'insurrection de 1947 : une communauté en état d'hypomnésie

Claude Bavoux

► **To cite this version:**

Claude Bavoux. Les Zanatany de Madagascar entre la Seconde guerre mondiale et l'insurrection de 1947 : une communauté en état d'hypomnésie. Travaux & documents, 2001, Révoltes et indépendances. Madagascar : les ambiguïtés de l'Histoire.. et de l'Historiographie, 16, pp.49-75. hal-02180866

HAL Id: hal-02180866

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02180866v1>

Submitted on 16 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Zanatany de Madagascar entre la Seconde guerre mondiale et l'insurrection de 1947 : une communauté en état d'hypomnésie

CLAUDE BAVOUX

Dans l'édifice, sans cesse réaménagé depuis plus d'une génération¹, des causes du soulèvement malgache, on partira d'une constatation et d'un postulat. La constatation est celle selon laquelle l'historiographie du soulèvement malgache de 1947, pourtant très fournie, n'a pas encore pu prendre en compte l'histoire politique de la minorité des 16 000 électeurs Français de Madagascar. La révélation — sans cesse différée chez d'anciens acteurs ou témoins oculaires malgaches de cette tragédie — d'un *deus ex machina* qui expliquerait l'histoire de 1947, n'a évidemment jamais permis qu'on s'attarde sur l'histoire politique d'un groupe minoritaire², qui sert — ou détient — la quasi-totalité des pouvoirs économique-politiques dans la période qui va ici nous intéresser, à savoir 1939-1947. Nous postulerons donc qu'il y a dans l'étude politique du comportement de cette minorité plus d'un enseignement dont on pourrait tenir compte pour une meilleure compréhension du soulèvement du 29 mars.

Trois pistes permettent aujourd'hui d'aller plus loin : la première est celle que suit une historiographie qui n'a pas été torturée par une évocation politique sérieuse de la Seconde guerre mondiale, telle qu'elle s'est déroulée dans la Grande Ile. Quant à la piste que constitue la conscience malheureuse de la minorité agissante *zanatany*, témoin oculaire d'une époque dont l'opacité se fait grande, elle s'inscrit en droite ligne à côté de

1 Depuis la soutenance de la thèse de Jacques Tronchon en septembre 1973.

2 Le corps électoral du collège européen compte 16 000 électeurs en mars 1945.

la précédente, car, durant longtemps, les administrateurs-historiens de la Grande Ile ont été partie prenante dans la sociabilité des Français de la Grande Ile. La conscience malheureuse — ou muette — des *zanatany* expliquant peut-être le pseudo désintérêt ou le silence des autres.

Ces deux pistes menant à la même impasse pour des raisons politiques communes, il n'est pas inutile de consulter les dossiers des procès des gouverneurs généraux Cayla et Annet à la Haute Cour de Justice : l'histoire des Européens s'y révèle autrement âpre que les *Légendes dorées* pétainiste ou gaulliste ont bien voulu le faire accroire. L'après-guerre malgache qui se fait entre mai et novembre 1942 est prédictif de ce qui se passe en France à la Libération, mais à sa façon. De Gaulle et Pleven choisissent la miséricorde devant la passivité des élites, à seule fin de faire entrer Madagascar dans la guerre parmi les Alliés. Cela a un prix : la (re)mise au travail des Malgaches qui n'avaient guère cessé de travailler et cela a une compensation, la remise au placard des vilenies d'un récent passé. Le monde européen veut en effet oublier et se griser depuis que Tananarive a été conquise par les Zoulous³. Il procède depuis par effacements successifs, dès l'instant où un premier Haut Commissaire de la République revient dans la capitale. Il entre en léthargie le 1er janvier 1943.

Le sujet est suffisamment sensible pour qu'on souligne que toute démarche historique suppose, au préalable, un questionnement, et que celui-ci est différent d'une logique d'accusation. Entre juin 1940 et octobre 1942, les *vazaha* ne possédaient guère d'informations et les intégraient mal dans leur réflexion quotidienne. Pouvaient-ils savoir à quel jeu lamentable se livrait leur gouvernement général, quand eux-mêmes se posaient de simples problèmes de survie ? Des questions identiques ont certes déjà été posées sur les Français de Métropole. Différence de taille, il n'y a pas d'occupant à Madagascar ; et si une armée envahit le pays tout entier en novembre 1942, ce n'est pas, comme en Métropole, l'armée allemande. Madagascar ressemble entre 1940 et novembre 1942 à un Vichy tropical, sans frontière de démarcation à trente kilomètres au nord. C'est un Vichy que l'élite

3

C'est plus d'un lustre après l'arrivée salvatrice des Anglais dans la capitale que le soulèvement du 29 mars 1947 se produit.

administrative aurait voulu entre soi et qui s'arrête à mi-course, pour jouer au petit Alger d'avant le débarquement américain.

Un théâtre d'ombres, en trois actes, se joue où l'on envoie, tour à tour, ses enfants se battre sur des fronts inattendus : sur la Somme, en mai-juin 1940, puis sur la Betsiboka, en septembre 1942, contre les Anglais. Cela suppose un certain cran, car on a évité les stalags et on a rejoint non pas Londres mais Tananarive. Enfin, le dernier acte, non des moindres, se joue après avoir intégré les Forces Françaises Libres, dès février 1943, car il faut bien se reprendre et démontrer que les *zanatany*, le débarquement américain en Afrique du Nord aidant, sont dans le sens de l'histoire. Quelques-uns, auxquels on reconnaîtra un certain courage physique, ont connu successivement ces trois terrains d'opérations. Peu de colonies françaises ont connu de tels revirements. Faut-il, pour eux, perpétuer un tel souvenir ? Comment vivre les années d'après-guerre avec ce passé biface ? N'importe quelle société se rétablit dans ce cas au prix du silence. Comment s'étonner alors, que, plus d'un lustre après la libération anglaise, éclate un soulèvement que des dizaines de ces Français de Madagascar ont lentement vu venir, à défaut d'avoir su le conjurer ? Le Vichy tropical se déconnecte à un point sans retour de la réalité vécue par les Malgaches : on peut compter, en novembre 1942, à l'unité près, plus de fonctionnaires européens derrière leur canne à pêche que derrière le sous-main de leur bureau, tant la vacance du pouvoir est grande depuis plus longtemps qu'on ne le dit.

LE SILENCE DES HISTORIENS

Il ne s'agit pas, dans le cadre imparti d'un court article, de faire une recension de tout ce qui peut exister en matière d'histoire de Vichy à Madagascar. Tout au plus ce sont des plâtres que nous allons essayer, et non des pierres de remploi que nous allons fixer. Une parution collective officielle d'avril 1947 et trois historiens nous concerneront au premier chef. Il s'agit successivement de Pierre Boiteau, agronome de formation, communiste de sensibilité ; d'Hubert Deschamps, gouverneur, qui s'oppose politiquement à Djibouti, le 18 juin 1940⁴, au général

Legentilhomme, futur Haut Commissaire à Madagascar. Puis d'Alain Spacensky, docteur en droit, né à Madagascar. Leurs ouvrages paraissant entre 1958 et 1970, ils ont donc chacun un certain recul vis-à-vis de l'événement.

Les ouvrages destinés au public

1947. *L'Encyclopédie coloniale et maritime*

Chronologiquement, le premier ouvrage qui aurait pu prendre date vis-à-vis de la Seconde guerre mondiale à Madagascar est *L'Encyclopédie coloniale et maritime* consacrée à Madagascar en octobre 1947⁵. Sous l'égide officielle de De Coppet, gouverneur socialiste, plus d'une cinquantaine de collaborateurs participent à ce beau travail, qui donne à l'histoire une portion comptée. Mais malgré la présence de rédacteurs, fonctionnaires de grande qualité comme Pierre Boiteau, Robert Boudry⁶, Octave Mannoni⁷, connus pour leur progressisme, de G. Rambeau⁸, de J.-B. Manicacci, d'Edmond François⁹ et de Léon

5 Ouvrage paru en avril 1947 en deux tomes.

6 Dans les archives privées de Cayla (29 EVEOM / 6), un rapport de la main du gouverneur général montre la distance qui sépare deux hommes : « Cette mentalité s'étalait ouvertement au point que Boudry, directeur du contrôle financier, pouvait quelques heures avant mon atterrissage à Ivato, écrire dans un journal de Tana, le 30 juillet 1940, sous un pseudonyme transparent, (Palamède) : « Tout ce qui se dit en France est suspect. Les Français sont en exil. La seule voix française libre qu'ils entendent et qui leur parle un langage familier, c'est celle de Londres. Elle est aussi une voix d'exil, mais c'est une voix qui lutte pour faire triompher la cause de tous les Français. » (Coppet avait censuré un court passage). Il est grand mutilé de guerre, mais j'ai demandé qu'il fût relevé de ses fonctions le 9 août. »

7 O. Mannoni est professeur de philosophie en 1934 au lycée Gallieni. Nombre de ses élèves ignorent la destinée extraordinaire qui a été la sienne après-guerre.

8 Rambeau, administrateur-maire de Tana et Manicacci, administrateur et directeur de la Caisse centrale de Crédit agricole, sont relevés de leurs fonctions par arrêté du secrétariat d'Etat aux Colonies, le 2 janvier 1941. Ils sont francs-maçons et radicaux-socialistes. Cayla ne les trouve pas assez souples. La clémence arrive dès la fin janvier 1941. En 1945, Rambeau est directeur des Affaires administratives et Manicacci poursuit sa carrière après avoir été violemment mis en cause dans la presse. (*En Action*, 15 janvier 1945, n°15)

9 Ed. François, gouverneur des Colonies, est secrétaire général, fin décembre 1945, alors qu'il quitte la fonction publique. Il croit pouvoir faire une carrière politique et obtient plus de voix que le futur député Castellani, en juin 1946, aux élections pour l'Assemblée constituante. Mais son inéligibilité est prononcée.

Réallon¹⁰, qui ont chacun été sur la sellette dans les années Vichy, tout au plus y apprend-on, sous forme de litote, que le second séjour de Cayla entre juillet 1940 et avril 1941 « lui retira regrettamment la part de prestige acquise durant son premier séjour ». L'article que la Direction des affaires politiques consacre au « Problème politique¹¹ » élude lui aussi les pénibles péripéties du temps de Vichy. Cette unanimité tient lieu de politique générale. On se tait, car il faut taire ce proche passé. La gent des administrateurs fait bloc autour du gouvernement général. Or on sait que « les gens sans bruit sont dangereux¹² » pour la raison qu'ils enjoignent à la génération qui suit de chercher les raisons de leur mutisme. L'histoire officielle, commande du Ministère de la France d'outre-mer, est muette et invite donc à aller plus avant sans se retourner.

Une simple illustration de ce que nous avançons paraît quelques mois après l'Encyclopédie. Il s'agit de l'ouvrage de l'administrateur Jean Launois, qui paraît, à Paris, en octobre 1947¹³. Un grand silence y est fait sur Vichy, si ce n'est une vague référence aux dons faits en France durant la durée de la guerre¹⁴ et des références toujours éloquents, pour qui sait lire, au R.P. Poisson, dont on oublie d'évoquer les attributions de vice-président de la très maréchaliste Légion des Combattants¹⁵, lors des années passées.

10 Réallon est secrétaire général de la colonie en juin 1940 et ne semble pas avoir poussé De Coppet à la dissidence. Les Anglais veulent le placer au même poste en octobre 1942, poste qu'il récusé malgré l'aide que veut lui donner le Comité de la France Libre de Tananarive.

11 p. 203-211. La direction des Affaires malgaches a changé de nom début juillet 1946.

12 La Fontaine ; *Fables*, VIII, 23 ; Le Torrent et la rivière.

13 *Madagascar. Hier et aujourd'hui*, Editions Alsatia.

14 p. 246.

15 Cayla le propose à ce poste honorifique, le 10 décembre 1940. Le 8 juin 1942, en compagnie des dames légionnaires, il inaugure la maison de la légion, avenue Maréchal Pétain. Avec huit autres légionnaires, il essaye de poursuivre les activités de la légion après l'arrivée des Anglais.

1960. *L'Histoire de Madagascar*

Le Lavis de l'histoire malgache, l'*Histoire de Madagascar* d'Hubert Deschamps, réédité quatre fois de 1960 à 1972, a servi de manuel de référence durant une quinzaine d'années aux étudiants d'histoire à l'Université de Madagascar. C'est toutefois dans cet ouvrage que l'on voit le gouverneur Deschamps prendre la défense du gouverneur général Annet à titre non de source partisane, mais de source établie, digne de foi : à Tananarive, en avril 1941, la « population (est) calme et ne paraît pas divisée » lorsque Annet y arrive, « honnête, sans passion politique, il s'efforça de calmer les excès des extrémistes. » De deux choses l'une : ou les extrémistes en politique existent et il faut leur consacrer quelques lignes, tant il y avait alors péril en la demeure, soit Madagascar n'était pas divisée. H. Deschamps dit trop ou trop peu.

Et c'est alors qu'en évoquant la présence anglaise en 1942, les termes les plus banals parlent : la « résistance française » se fait contre les Britanniques. L'« armistice » d'Ambalavao — signé par Annet avec les Anglais — n'est pas dénoncé comme manie pétainiste, mais bien pris au pied la lettre. Quant à l'« imaginaire présence de sous-marins japonais dans les eaux malgaches », nous aurons à y revenir plus loin. Enfin, « Smuts, chef de l'Union sud-africaine, qui rêve d'impérialisme » implique non pas tant un Africain blanc qu'un cliché maréchaliste de Madagascar, reproduit alors qu'il n'est plus de saison. On croit relire Annet à livre ouvert. La France Libre hérite ainsi — c'est antithétique avec ce qui vient d'être écrit plus haut — « de la division des esprits chez les Français ». Cayla et Annet avaient donc fait régner l'ordre et Legentilhomme, Haut Commissaire, nommé à Londres en novembre 1942, amènerait avec lui la zizanie.

On trouvera des explications à cette inimitié vouée à Paul Louis Legentilhomme dans leur séjour commun à Djibouti durant l'été 1940. H. Deschamps, toujours si juste et si profond, accumule trop de contre-vérités en deux pages pour ne pas être sous influence. Son propre comportement de gouverneur à Djibouti, son pas de clerc¹⁶, sa fascination

pour le personnage du gouverneur Boisson¹⁷, personnage controversé, induisent manifestement cette mansuétude à l'égard de collègues en poste comme lui quand il ne l'aurait pas fallu. Les quelques paragraphes que H. Deschamps consacre à l'époque de Vichy à Madagascar sont partisans ; mais sa fascinante personnalité, l'étendue de ses connaissances et son étonnant réseau de relations ont contribué à ce que deux pages précautionneuses soient passées inaperçues. Ayant vécu alors loin de Madagascar, H. Deschamps refait lestement l'histoire des années de guerre de la Grande Ile, uniquement à partir de la relation *pro domo* du gouverneur le plus conformiste et bureaucrate. Autrement dit, au vu du gouverneur des colonies le plus opposé à ce qu'il a lui-même été¹⁸.

1970. Cinquante ans de vie politique à Madagascar

Le professeur de la Sorbonne que devient H. Deschamps, en 1962, a son épigone, A. Spacensky, dont il rédige, en 1970, la préface de la version abrégée de la thèse de sciences politiques¹⁹. Le professeur de la Sorbonne et le jeune thésard partagent, en effet, certaines idées concernant les années de guerre conçues sur un mode mineur. Vichy est tabou : « La Grande Ile vécut repliée sur elle-même. Sur le plan politique, il en résulta une période de calme²⁰. » L'auteur veut certainement évoquer la société malgache. Mais outre le fait qu'il s'agit d'une période d'airain, de coercition que l'auteur connaît parfaitement, on peut se demander pourquoi tant de silence sur une époque qui s'achève, comme Deschamps le dit aussi, sur « une intervention britannique désastreuse pour l'influence française. » Sur cinquante années de politique, serait-elle malgache, quelques rares lignes sont

17 Boisson remplace Cayla à Dakar comme Haut Commissaire, fin juillet 1940. Il prend en mains l'A.O.F. pour le compte de Vichy.

18 Quoi de plus parlant que ses biographies passionnées mais partisans de Cayla et de Coppet dans *Hommes et destins*, Madagascar t. III, respectivement aux pages 118-121 et 144-146 ?

19 *Cinquante ans de vie politique à Madagascar. De Ralaimongo à Tsirananana*. 1970. Nouvelles éditions latines. Le lecteur réunionnais sera étonné d'y voir (p. 28) que Lucien Barquissau se situe à l'extrême gauche.

20 p. 35.

consacrées aux années les plus sombres de l'histoire de la puissance colonisatrice. La bibliographie, particulièrement bien conçue, est symptomatique de ce que nous avançons : les années 1938-1945 y sont ignorées, au point que les plaidoyers personnels d'Annet et de Cayla n'apparaissent pas.

Une pseudo « trêve tacite » avec l'opposition malgache aurait été instituée durant la guerre et aurait « duré jusqu'à la prise en mains de Madagascar par les gaullistes ». Annet « cède la place » au général gaulliste Legentilhomme, en gentil garçon particulièrement bien élevé. « Les règlements de compte entre vichystes et gaullistes portèrent un coup terrible au prestige de notre pays²¹. « L'épuration n'aurait-elle pas pu se passer encore plus délicatement qu'elle ne s'est faite ? Dans ce concert de pudibonderies et de mondanités Pierre Boiteau, communiste sans état d'âme, a certes jeté son couac.

1958. *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, exception à la règle.

Dans une communauté où l'on croit conjurer le passé par la cécité, la *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, parue en 1958, fut ressentie comme scandaleuse²². Boiteau consacre un nombre restreint de pages à la Seconde guerre mondiale²³, dictées par son souci de vérité, plus par son engagement politique :

(En juin 1940...) La colonisation est partagée entre les sympathies de De Coppet pour le régime fasciste, (une centaine de colons, dont le directeur de la Compagnie Marseillaise et les plus gros industriels avaient adressé une motion enthousiaste à Mussolini lors de la conquête de l'Ethiopie), et son désir d'éviter un blocus britannique qui arrêterait le blocus commercial. Chefs militaires et hauts fonctionnaires qui ont peur pour leur avancement ultérieur optent ouvertement pour le régime de Vichy. De Coppet aurait pu..., imposer le ralliement au Comité de Libération de Londres. Il hésite, ..., et finalement opte pour Vichy...

21 p. 36.

22 Non pas parmi les historiens puisque l'introduction est rédigée par Emile Tersen, dix-neuviémiste, qui rédige pour le 51e anniversaire de Maurice Thorez et le 80e anniversaire de la Commune une présentation de *Vive la Commune !* de Friedrich Engels.

23 Ce sont les pages 352-357. On se réfère ici à la réédition 1982 de Tana.

Le ton est d'autant plus calme que l'action de P. Boiteau durant la guerre s'est limitée à l'étude et la survie. Il lui arrive, sans aucunement se compromettre, de fréquenter la *nomenclatura* en place, tant ses compétences en matière de botanique intéressent le Tout Tananarive. Aucun rapport de la Sûreté ne le surprend jamais en défaut ; et si, par extraordinaire, un mouchard se plaint des activités de Boiteau, c'est de l'administrateur radical-socialiste homonyme, passé au gaullisme après le second départ de Cayla, Georges Boiteau, qu'il s'agit.

Bien sûr, entre 1940 et 1942, « quelques Français, parmi lesquels un petit nombre de démocrates, constituent des organisations de résistance²⁴ », mais P. Boiteau fait le dos rond à cette époque. Lucide, il dénonce ensuite, au temps du gouverneur de Saint-Mart²⁵, le sabotage de l'épuration : « À Tana, on maintient des hommes qui avaient ravitaillé des sous-marins ennemis. Une vétille !²⁶ » Son ton assuré — plus que son appartenance à l'association de la France Combattante, vite travaillée par des gaullistes de la vingt-cinquième heure — font qu'un député français de Madagascar, Castellani, obtient son départ en 1946²⁷. Cette éviction donne le ton de ce que peut être le Madagascar d'avant 1947²⁸. Les trois « caïmans » — le terme, en son temps, est consacré — de l'import-export, qui ont le monopole du commerce sur l'extérieur, au temps de Vichy, achètent l'ouvrage de Boiteau comme cela se fait à l'identique, trois ans plus tard, avec le livre de René Gendarme.

Deux thèses universitaires

Ces ouvrages ayant eu le destin que l'on sait, on devine tout l'impact que peuvent susciter des travaux universitaires d'histoire, de

24 *Op. cit.* p. 354.

25 Philippe de Saint-Mart succède à Legentilhomme de mai 1943 à mars 1946. De Coppet le remplace alors.

26 *En Action*. 30 décembre 1944, n°14.

27 *En Action*. 29 août 1946, n°67.

28 Ses amis politiques proches, Métivier ou Guyader, l'imitent dans sa discrétion. Ils ne seront pas inquiétés durant les deux longues années que dure la guerre. Démarqués, dès avant la déclaration de la guerre, au moment du pacte Molotov-Ribbentrop, en août 1939, on devine combien les très rares communistes français de Madagascar sont seuls. Leur action publique ne reprend vraiment qu'en 1944.

diffusion combien plus restreinte. La première thèse en date, en 1977, est celle de Guérin du Marteray . Elle révèle bien à quel point le ver est dans le fruit : un vichyste notoire, qui, évidemment, ne se donne pas comme tel³⁰, y sert d'informateur, non des moindres. La seconde précise, quant à elle, que l'histoire de la France Libre sur la Grande Ile est encore à faire. L'auteur en connaît les écueils majeurs qui viennent du fait de la suppression volontaire des archives militaires, politiques et économiques au moment de l'arrivée des Anglais³¹ à Tananarive et aussi de la non-communicabilité des archives restantes lors de la période de documentation de sa thèse.

Christian Guérin du Marteray

Cet auteur laisse s'exprimer l'ancien administrateur G..., qui, évidemment, ne rappelle aucunement son passé vichyste³² et sert d'informateur au même titre que le Père G..., rédacteur de *Lumière*, véhément défenseur de Pétain³³, Weygand et Giraud, contempteur de De Gaulle, qui fut, au cours de la guerre, tout sauf une plume candide³⁴. En un mot, Guérin du Marteray désinforme, chose paradoxale pour une thèse d'Etat. Le gouverneur général Annet, lui-même éminent désinformateur, y est abondamment cité. Annet étonne les « purs vichystes » (sic) pour sa modération³⁵. Il y est pris pour source au même titre qu'une archive anonyme. Il n'y aurait parmi les Européens aucune opinion à Madagascar. Tous les stéréotypes pétainistes métropolitains et malgaches sont repris à l'envi. Ainsi, y apprend-on

29 *Une colonie pendant la guerre ou les origines d'une révolte*. Christian Guérin du Marteray. 284 p., et LXIII p. d'annexes. Université de Nice. 1977.

30 Interdit de séjour dans la capitale pendant longtemps, il a vécu sur la côte Sud-Est dans les années 1950.

31 Au Tribunal militaire permanent d'Andohalo, qui a siégé comme Cour martiale ou à l'Intendance d'Ambohijatovo. Cela s'est pratiqué aussi à Djibouti dans des circonstances similaires.

32 Ce monsieur a été *persona non grata* dans la capitale. Il a vécu sur la côte Sud-Est par la suite.

33 Voir l'article de J.G. intitulé « C'est Pétain qu'il nous faut. » 3 janvier 1941, n°288.

34 Voir à ce propos le très respectueux ouvrage : L'hebdomadaire *Lumière de Madagascar (1935 à 1972)*, Claude Maron, 1977.

35 p. 90.

qu'« une petite partie de la population (malgache) se rue sur les manuels allemands, montrant en cela le secret espoir qu'elle met en l'Allemagne pour accéder à l'indépendance ». Les critiques anti-britanniques sont les plus basses, ne veulent-ils pas mettre dans leur bissac la colonie entière, à moins que les Africains du Sud, gens énergiques, ne le fassent. L'autorité française n'est plus ce qu'elle était³⁶. Les Cafés du commerce de l'Avenue Maréchal Pétain ne faisaient pas mieux : la France Combattante, non contente d'avoir épuré l'administration va en outre sanctionner ceux qui avaient été favorables à Pétain, même les subalternes³⁷. Quand bien même les sources seraient dûment citées, aucun recul n'est pris vis-à-vis de l'émetteur³⁸. Les expressions d'un autre âge sont reprises sans bémol comme celle de « l'abaissement des Français³⁹ », qui acceptent que la Brigade d'Extrême-Orient à Moramanga soit vêtue d'uniformes étrangers, preuve tangible de la décadence en cours. Résumons : « Objectivement, le bilan de la France Combattante (de 1943 à 1946) est loin d'être positif pour l'indigène.⁴⁰ »

Cette naïveté implique le renvoi dos-à-dos de deux politiques : « Si Vichy s'attacha surtout à poursuivre à Madagascar une surveillance humaine et politique, tout en s'intéressant aux possibilités économiques de l'île, la France Combattante porte son choix en 1943 avant tout sur une surveillance économique.⁴¹ « On veut bien admettre que ce soit là le point de vue du nationalisme malgache, qui renvoie dos-à-dos les Français quels qu'ils soient, bien qu'il s'en soit défendu. Mais il s'agit ici d'un autre point de vue : Vichy et la dissidence ne sont que deux parties d'une même France. Nous passons ainsi dans la fiction du double jeu pétainiste, autrement dit dans la fameuse thèse du « moindre mal⁴² ». Grâce à Guérin du Marteray, Vichy poursuit son œuvre de sape, chaque pétainiste pouvant cacher une action de résistance insoupçonnée.

36 p. 111 et 155.

37 p. 107.

38 2 D 109 ; Fort-Dauphin 1942, par exemple.

39 p. 116.

40 p. 155.

41 p. 143.

42 p. 211. Les Pousse-au-jour du maréchal Pétain. Gérard Miller. 1975.

Ratrematsilonina Dox F

Ratrematsilonina ne se situe pas en opposition avec la thèse précédente. Sa thèse garde toujours une visée économique dont il ne se départit jamais. Il a le mérite de souligner la rareté des publications sur Vichy dans la Grande Ile⁴³, de renouveler des sources insoupçonnées, et surtout de souligner la folie insigne des gouverneurs généraux de croire que Madagascar pouvait vivre dans l'ignorance du monde entier⁴⁴. Certes, le fol essai d'une autarcie amorcée tant bien que mal⁴⁵ connaît son apogée quand Annet présente une maison entièrement réalisée avec des matériaux du pays à l'exposition d'Antanimena en août-septembre 1942 ainsi qu'une invraisemblable collection de rouets. Pour la première fois dans une thèse, Ratrematsilonina soulève des points concernant l'aide logistique aux Allemands et aux Japonais et surprend Annet en pleine contradiction à propos des puissances de l'Axe⁴⁶. L'aide aux Japonais, affaire soulevée en février 1942 en Afrique du Sud, attire son attention⁴⁷. Nous savons par ailleurs que ce dernier point est le fondement de l'accusation portée contre Annet.

Dans le volume II, intitulé *La Grande Ile dans l'orbite de Vichy*, Ratrematsilonina montre parfaitement comment Weygand, qui feint d'autoriser, début août 1940 les navires anglais à venir à Madagascar et ajoute : « mais ils devront repartir à vide⁴⁸ ». Cela pousse Cayla à jouer la politique du pire avec la Grande-Bretagne, qui signifie au gouverneur général que Vichy agit sous le contrôle du gouvernement allemand et non pas en toute liberté comme elle prétend le faire croire. Cayla a pensé trouver là un argument nationaliste d'opportunité pour jouer au va-t-en-guerre au détriment de la santé du corps social malgache.

43 p. 12 a. sic.

44 p. 187. Chapitre 9.

45 p. 215-216.

46 p. 195. *Lumière* du 30 juin 1941 soulève la question de savoir où le croiseur allemand *Erwin* a été ravitaillé.

47 p. 196.

48 Ou « qui garde un mutisme total » lorsque cela l'arrange. vol. II, p. 11 et sq.

Avec délicatesse vis-à-vis d'une thèse qui venait d'aborder un sujet très proche, Ratremsilonina montre, grâce à une vision économique de la situation, à quel point les choix politico-idéologiques de De Coppet, de Cayla et d'Annet entraînent l'île dans un naufrage économique malgré l'ingéniosité de chacun du moindre des habitants de l'île.

LE SILENCE DES TÉMOINS ZANATANY

Les allogènes européens ne cherchent pas à se confier. Deux enquêtes universitaires, l'une à Madagascar (G. Feltz) et l'autre à La Réunion (J. Poirier), ont collecté quelque 250 récits de vie de la mémoire *zanatany* dans les dix dernières années⁴⁹. Mais ces Pieds-Rouges⁵⁰ peu loquaces n'aiment pas jouer sur la scène publique. Rarement ils publient⁵¹. Où qu'ils vivent, leur fascination pour Madagascar n'est pourtant pas feinte. Pour défendre le territoire national, près d'une centaine parmi eux se sont retrouvés en Angleterre au début du second trimestre 1943, qui auraient pu témoigner depuis longtemps. Il est donc difficile de cerner ce paradoxe *zanatany* qui consiste à garder le regard braqué sur l'océan Indien pour se taire. Ainsi, 1947 ne suscite jamais de commentaire, si ce n'est chez de prolixes témoins indirects⁵². Cette apparente légèreté européenne vis-à-vis du drame terrible de 1947 a certainement une explication profonde, le désir d'oublier l'événement majeur qui précède : la Seconde Guerre mondiale et la scission qu'il a causée parmi les Français de l'île.

49 *La mémoire des Zanatany à Madagascar. Quarante récits de vie.* Ouvr. Coll. Université d'Antananarivo, 476 p., n'a été tiré qu'à 18 exemplaires pour l'ACCT. Gaëtan Feltz va faire paraître en août 2001, à L'Harmattan, 50 récits de vie de *zanatany*.

50 Certains revendiquent le terme de *tsolamboto*, (litt : mal élevé) pour désigner cette communauté.

51 Tous déplorent le manque d'honnêteté intellectuelle de la fabrication commerciale intitulée *Villa Vanille*. Pensons aux biographies peu romancées de G. Lejambre : *Les Coloniaux*, (1987) et *Les Chênes de la place Colbert ou BBC nostalgie*, (1990). Tananarive.

52 Les témoins oculaires, comme Mme Lesport, cernée une semaine dans la ferme familiale, ou des parents de victimes — on pense ici au frère du soldat français, Mauricien d'origine, prisonnier des rebelles, mort en novembre 1947, M... — vont de réponses dilatoires en banalités polies.

Cette occultation des faits politiques de la Seconde guerre mondiale par les Européens est un fait ; il reste à vérifier l'hypothèse qui consiste à dire que les Européens ont voulu évacuer de leur mémoire la période comprise entre juin 1940 et novembre 1942. Quand bien même cela pourrait choquer, disons que 1947 rend service à la communauté française installée en ce sens que l'événement soude une communauté qui a bien besoin d'unité ; au besoin, en perpétuant des histoires horribles du soulèvement malgache, qui n'ont aucun fondement⁵³. On va pouvoir faire front, comme Français, devant l'adversité. En effet, un an seulement après le soulèvement, les Européens ont quasiment oublié le 29 mars. La presse quotidienne, un an après le 29 mars 1947, est vraiment révélatrice à ce sujet. Si plusieurs listes de victimes, qui se recoupent vaguement, sont parues dans la presse, a-t-on jamais vu une seule liste approchante ou exacte des 140 morts européens ? Tout au plus des listes nominatives de plusieurs dizaines d'Européens ont circulé.

Pour les allogènes, 1947 vient en conclusion d'une époque sur laquelle ils ne tenaient guère alors à revenir. Non pas à cause de petites vilenies du temps passé, mais à cause du fait qu'on se retrouve curieusement, sitôt les Anglais apparus, bien trop progressiste, comme cinq élections en témoignent en 1945 (voir le tableau ci-après) ; et que cela fait tache à un moment où chacun a un appétit de jouissance irrépressible. Où se situe donc alors le Madagascar européen sur le damier politique ?

Deux cas de l'année politique 1945

Si souvent l'intérêt public échappe à l'allogène sous prétexte que « l'arrestation d'un voleur de bœuf a plus de répercussion que la prise de Stalingrad⁵⁴ », il n'en reste pas moins que les résultats des consultations électorales des années 1945-1946 ne sont pas dus au hasard. Nous n'évoquons ici que les deux villes de Diego-Suarez et de Tananarive, sociologiquement très contrastées : la ville portuaire septentrionale

53 Un débat tenu à l'Académie des Sciences d'Outre-mer en 1997 a permis de se rendre compte à quel point ces folies fantasmées couraient encore, tenant lieu de faits avérés.

54 PM 100. Rapport annuel 1943. Pallinacci.

comporte, en effet, plus de deux tiers d'électeurs réunionnais ; la capitale est, au contraire, celle où il y en aurait proportionnellement le moins.

Diego

Diego est accessoirement le centre d'une grave affaire de dissidence gaulliste, jugée le 24 juillet 1941 au Tribunal Militaire Permanent d'Andohalo⁵⁵. Tous les journaux en font part quelques jours après, sans commentaire. Par contumace, sont condamnés à mort, parmi huit personnes, Henri Girard, banquier, et sa femme, Réunionnaise d'origine. Leurs biens sont alors saisis et vendus. La déchéance de leur nationalité est prononcée⁵⁶. Avec cinq autres, ils ont quitté l'île pour le Mozambique sans permission aucune. Girard se bat au Mont Cassin. Son ami, Moguez, *zanatany*, est devenu Compagnon de la Libération. Ce sont les familles qui témoignent aujourd'hui, ou la presse, car les dossiers d'archives sont partis en fumée à l'arrivée des Anglais dans l'Imerina. Le tableau qui suit montre à l'évidence que Girard⁵⁷ n'a pas recueilli les fruits de son engagement, pas plus que son complice en France Libre et en évasion, Chevalley, colon à Ambilobe, n'a pu l'être devant le notable Ivan Manhès. Si Majunga « vote résistant », on est très loin du compte à Diego. Girard, l'un des rares médaillés de la Résistance de la Grande Ile, a le verbe haut et n'hésite pas à évoquer l'épuration à l'époque tardive de janvier 1947. Tant d'agressivité fait désordre.

1945	Type d'élections	Inscrits	Votants	En tête	Voix	Perdant	Voix
1er et 8 juillet.	Municipales	1332	612	Manhès			
2 septembre	Conseil représentatif	1642	503	Manhès	457	Chevalley	264
21 octobre	Assemblée constituante 1er tour et référendum.	1642	589	Boussenot	415	Girard	56
18 novembre	Assemblée constituante : 2ème tour.	1642	750	Boussenot	416	Girard	34
1er décembre	2ème circonscription	17 648	6793	Boussenot	1058	Girard	619

55 Les dossiers sont partis en fumée le 21 septembre 1941.

56 Cela, bizarrement, n'est pas rendu public.

57 Majunga. 13 décembre 1947 ; Henri Girard, président du Comité local du R.R.F. Son programme est alors celui du Conseil National de la Résistance.

Ivan Ed. Manhès n'en est pas réduit à de telles extrémités. Conseiller à la Cour en retraite, ancien avocat, poète à ses heures, il vient d'opérer pour les élections de la fin de l'année 1945, une reconversion inattendue. En effet, sur le stade de Diego, à l'ombre de la Francisque, il célèbre le 31 août 1941, le premier anniversaire de la Légion française des combattants et, personnalité très répandue, collabore au journal de Vidalie, à la solde d'Annet, ainsi qu'au comité local de la Légion de Tananarive. En août 1942, il est désigné par le gouverneur général pour être 1er adjoint au sein de la commission municipale de Tana⁵⁸. L'avant-veille de l'arrivée anglaise, un pétard de fabrication locale explose chez lui⁵⁹, à propos duquel les commentaires vont aujourd'hui encore bon train. Le directeur de la Banque de Madagascar, d'Estienne d'Orves — il s'agit du frère du commandant — et P. Gruet, colon condamné très rudement en même temps que Girard, lui donnent pourtant leur caution, depuis février 1944. Disons que Manhès, de nouveau président de la société des médaillés militaires, de l'association des Anciens Combattants⁶⁰, et surtout de l'association des Réunionnais de Madagascar depuis le mois d'avril, a mis toutes les chances de son côté. En 1945, l'ancienne droite maréchaliste compose, se rénove, oublie ce qu'elle a été, et c'est elle qui pousse les anciens dissidents gaullistes à aller jusqu'à la compromission, voire au silence le plus total.

Tana

L'histoire politique de la capitale n'est pas si différente parce qu'elle a connu de près ce que l'administrateur-maire de la ville nomme, au plus sombre moment, « l'époque des agents en bourgeois⁶¹ » et parce qu'elle souffre moins que les autres villes du retard

58 PT 239.

59 PT 239. 22 septembre 1942. Rapport de police.

60 DS 90 : « La révision des listes électorales a réveillé en fin d'année 1944, parmi les éléments de la population réunionnaise, les espoirs assoupis du retour des joutes électorales d'antan. Un tel compte reparait sur la scène publique. Il a commencé une campagne chuchotée en mettant à profit toutes les occasions de réunion, même au cimetière, et l'on parle d'épanouissements prématurés, d'écharpes tricolores lors d'essayages en famille devant une glace.»

61 PT 238. 15 novembre 1941. Bruniquel.

colonial. Alors que De Coppet ne sait à quel saint se vouer, le 26 juin 1940, l'association des Anciens combattants, pourtant suscitée par Cayla en 1939, envoie à De Gaulle un message de soutien⁶². Elle envoie aussi à Alger, durant l'hiver austral 1943, Joseph Girot, quincaillier, président de la France Combattante, délégué de Madagascar à l'Assemblée consultative provisoire, mandaté du groupe socialiste dans cette assemblée. Tana, ville de colonialistes, a un passé plus libertaire qu'on veut le dire. *France-Madagascar*, né fin-novembre 1942 et dont Girot est le gérant, est révélateur à cet égard.

Girot réclame début 1943 une sérieuse épuration dans l'administration et tient à l'égard des Malgaches de surprenants propos, voulant, pour eux, rien moins que le libre droit à l'expression, la représentation parlementaire, l'adaptation des salaires aux conditions de vie ou encore la suppression immédiate des réquisitions des travailleurs « qui sont presque uniquement pour les grosses exploitations ». Paris n'est pas libérée qu'il se demande si « la conférence de Brazzaville ne fut qu'une conférence essentiellement administrative ou a été une anticipation théorique du problème colonial.⁶³ En avril 1944, voici un échantillon de sa prose, parue à Tana :

Il ne peut plus être question de coloniser ; ce terme n'a plus de sens correct ; il date du temps des « frères de la côte » et sous-entend des spoliations anciennes, des méthodes inhumaines, l'expropriation de la propriété. Si « collaborer » a maintenant un sens pour nous un peu suspect, que dire donc de celui de « coloniser » !

En juillet 1945, J. Girot participe aux Etats généraux de la Renaissance française et se situe à gauche du gaullisme et à droite du parti communiste. Tout cela localement sent le soufre. Comme à Diego, le système colonial — autrement dit la contingence, les alliances parentales ou l'obligation de s'insérer socialement — sait y mettre fin : aux élections municipales de 1945, J. Girot obtient une place de conseiller dont il se défait, cerné par des collègues qui ne partagent

62 p. 122, *La France d'outre-mer dans la guerre. Documents*, Ministère des Colonies, Novembre 1945.

63 Ses rapports avec P.-H. Siriex sont franchement mauvais.

guère son allant⁶⁴. Aujourd'hui, son fils hésite à commenter les prises de position idéologiques et les résultats électoraux de son père, tant la mémoire allogène aimerait se conformer à une vulgate bon chic, bon genre, selon laquelle, de 1940 à 1942, la France était loin, les gouverneurs bienveillants mais distants et, dès janvier 1943, la France Libre accueillante. Elle ne l'a que trop été.

Le retour à l'ordre ancien de la III^e République

En effet, la monolithique omerta vichyste a simplement précédé la suivante, bien discrète : des procès d'épuration concernant la fonction publique ont lieu à Tananarive entre 1944 et 1945 où l'instruction est quelquefois faite de façon telle, que des pièces à conviction fondamentales s'y évaporent. Envoyé de Covent Garden à Tananarive, en octobre 1942, P.-H. Siriex confirme que les ordres supérieurs consistent à calmer le jeu⁶⁵ dès l'instant où il n'y a pas crime de sang. Lui-même organise dans toute l'île des comités de la France Libre, et, soucieux de bien faire, se trompe en donnant son aval au petit bonheur. Ainsi, à Majunga, il remet en selle M^o B..., auteur, en 1941, de lettres racistes dans lesquelles Tixier-Vignancour sert de référence morale pour évincer un Polonais catholique qu'on feint de croire juif. Il s'agit pour l'envoyé de Londres, bientôt directeur à l'Information, d'envisager de futures élections et donc de rassembler au prix d'errements politiques, dans lesquels l'avenir de Madagascar tient une place tenue ; tout n'étant que compromis. Le groupe de la France Libre, converti en France Combattante en juillet 1943, se révèle, un an après, comme le pourri des alliances les plus troubles, malgré des exclusions de circonstance. On conviendra qu'il est difficile de l'exprimer ouvertement chez les Français de Madagascar qui poursuivent la politique dite du verrou au-delà de la Libération. Pas plus qu'en France, il n'a été bien difficile de passer de la III^e République à l'Etat français.

64 Aux élections municipales du 8 juillet 1945, Giroit arrive en onzième position derrière cinq personnes connues pour leur engagement pétainiste. Il n'est pas le seul à se dessaisir de son mandat.

65 Entretiens privés. Groult. 1999.

L'accès à l'information a certes été difficile en son temps. Mais en dépit du *black out*, la société civile, dès juin 1940, parvient incidemment à s'exprimer publiquement : Boudry — futur secrétaire général du gouvernement général en 1945 — le fait par deux fois dans la presse. Cela lui vaut, programmé par Cayla, son exil en métropole. Le colon Clermont, qu'on envoie à fond de cale du côté de Vichy, a le bonheur de voir son bateau arraisonné et s'exprime par radio depuis l'Afrique du Sud à partir de 1941⁶⁶. Mais l'écoute des radios subversives est interdite et les mouchards patentés de la Sûreté — dont chacun connaît le nom — zélés. Les censures sont nombreuses dans la presse qui ne se résigne guère avant le premier semestre 1941.

Les dissidents se taisent et ne se connaissent pas entre eux dans un pays aussi grand. Il n'y a guère que Tamatave, si frondeuse d'habitude, qui semble n'avoir connu aucun dissident. Elle fait les yeux doux aux nervis d'un lieutenant fasciste, Gresset, fondateur d'un S.O.L. des tropiques qui rêve d'en découdre avec les plus hautes autorités locales. En 1940, la moindre croix de Lorraine y est effacée sitôt découverte. Les enfants toujours trop farauds y sont convoqués au commissariat. Aujourd'hui encore, le souvenir du *venty kabary*, de la rumeur des années de guerre évoque parmi d'anciens Tamataviens la « politique du verrou » d'Annet ou la « police Cayla », crainte et respectée, bien qu'elle n'eût aucune formation professionnelle et qu'elle fût toute d'inspiration locale.

Servir, hebdomadaire de Tana, « chrétien et national », symptomatique de ce que laisse accroire la presse en général, tout en laissant croire que « le Maréchal envisage la suppression de la censure », tient durant toute l'année 1941 ce langage entendu en France :

Nous ne possédons pas les éléments d'appréciation des faits. Quelques dirigeants seuls les ont. Laissons-les faire. Leur tâche est rudement ardue. En les suivant en toute loyauté, nous la leur faciliterons.⁶⁷

66 DS 280. 27 août 1941. « Informations et propagande entendues très nettement. Appels à dissidence adressés à Madagascar aussi nets que poste Tana à 12h. et 19h.15mn. »

67 Le second patron de la Légion Française, Besse, ne dit pas autre chose en janvier 1942 : « La politique étrangère ne regarde pas la Légion... (Les légionnaires) seront bien avisés de se taire sur des questions dont ils ne savent pas le premier mot. Le légionnaire ne discute pas... »

Sur de tels arguments, rares sont ceux qui osent s'exprimer. Le subterfuge a été payant : le futur psychanalyste O. Mannoni, présent dans Tananarive depuis 1933, se tait⁶⁸. Les empêcheurs de parler en rond de Vichy tiennent en laisse, longtemps après le 8 mai 1945, les anciens dissidents qui rentrent dans le rang, entre le moment où de Gaulle envoie sa lettre de démission au président de l'Assemblée constituante et la mise en place des institutions en janvier 1947. Des administrateurs indésirables sont promus *andafy*. Les autres, qui quelquefois ont eu un grand courage physique, se fondent dans la masse des anonymes.

Dans une vaste tournée des popotes de la France Libre, un général de brigade des troupes coloniales, Schmitt, en avril 1943, a pressenti cette atmosphère lourde de tout un passé qui remonte à l'entre deux guerres : évêques et militaires lui semblent particulièrement rétrogrades. Mais il doit « éviter les allusions personnelles et ne pas trop parler d'épuration en vue d'obtenir l'apaisement ». Et Madagascar, à ses yeux, n'est pas le pire du troupeau colonial. Trois compagnies font la totalité du commerce de l'import-export sous Vichy. C'était presque ainsi avant ; cela continuera presque ainsi ensuite. Si la survie n'a pas posé de problème aux Européens durant la guerre, l'accès à l'information a été bien plus complexe. Mais c'est l'accès à la parole qui manque le plus aux *zanatany* aujourd'hui, pour qui il est lourd de se souvenir de ce qui, selon eux, leur a été dicté d'ailleurs.

L'OUVERTURE DES SOURCES DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Les procès à la Haute Cour de Justice des gouverneurs Annet⁶⁹ et Cayla⁷⁰, ouverts à la recherche depuis peu, devraient permettre de

68 Par la force des choses, car il enseigne dans le centre géométrique de la « pétainière », au lycée Gallieni. Il succède à P.-H. Sirix comme directeur de l'Information.

69 Le 1er mars 1945, Annet est inculpé de crimes contre la sécurité extérieure de l'Etat. Le 21 mars, un jugement -arrêt prononce sa dégradation nationale à vie. Le 26 juillet 1949, la dégradation est limitée à 5 ans. La loi du 6 août 1953 permet de prononcer une grâce amnistiante le 15 avril 1954 ; les faits sont désormais réputés inexistantes. 3 W 48.

70 Jugement rendu le 19 juillet 1946 : 5 ans de prison. La loi du 6 août 1953 permet de prononcer une grâce amnistiante. 3 W 128.

retrouver l'essentiel en ce qui concerne la société civile ou politique des colons⁷¹. Depuis plus longtemps qu'en France, un long fleuve d'absence, la communauté européenne ayant quitté la Grande Ile entre 1960 et 1975, a sédimentisé toutes les traces d'un passé pétainiste. Ces procès recèlent une mine avec allumage à double amorce, difficile à décèler : les témoignages à charge y sont, somme toute, peu nombreux, et les faits, que l'instruction du procès veut mettre en évidence, remontent alors à une époque déjà lointaine de six à sept ans. Qui plus est, l'épuration n'est pas du tout de mise à Madagascar où l'administration française, réellement oublieuse du sort des Malgaches pendant quatre ans⁷², s'inquiète alors plutôt du réveil politique malgache. On reproche donc sa germanophilie à Cayla, et à son successeur, son silence concernant le Japon, Annet étant pour cela inculpé d'atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat. Ce sont des chefs d'inculpation qu'il est difficile de fonder, et qui n'ont guère à voir avec la vie ordinaire en vase clos des Européens des années 1940-1942. On doit évidemment, non seulement s'arrêter sans commentaire à la chose jugée, mais on se rappelle que les faits ont été amnistiés. Il n'est pas interdit toutefois de se poser la question de savoir pourquoi tant de mutisme, de commentaires par omission, en amont de ces deux procès. Cela dépasse évidemment de très loin l'honorabilité de deux personnages absolument antithétiques et, un peu moins que tous les hommes, jouets de l'histoire⁷³.

Un tract circule le 15 septembre 1942 à Tananarive dans lequel est dénoncée « l'attitude de ces chefs qui prolongent les hostilités faisant le jeu de l'Allemagne ». Et c'est bien là le motif d'inculpation fondamental des deux procès, qui ne nous concerne pas. Ce qui nous intéresse ici est que ce tract ait circulé, qu'une vie politique, si limitée soit-elle, ait perduré

71 Terme que nous reprenons dans son usage madécasse, comme « personne qui appartient au monde du privé ». Très souvent toutefois, les fonctionnaires sont insérés localement ; certains font toute leur carrière sur place. Ils sont colons aussi, voire *zanatany*. Voir Claudine Bavoux, *Le français de Madagascar. Contribution à un inventaire des particularités lexicales*. Duculot. Bruxelles. 2000.

72 Par deux fois, des témoins montrent combien l'absentéisme des fonctionnaires, pour raison politique, va loin, tant avant le 1er janvier 1943 qu'après : leurs progrès à la pêche, par contre, viennent en raison inverse.

73 Nous remercions ici la famille Cayla qui nous a libéralement permis d'accéder aux dossiers 29 EVEOM.

malgré toutes les formes de censure. Ce sont des problèmes de forme et non de fond que les procès de la H.C.J. permettent de mettre en évidence : bien des sources n'ont pas été exploitées, celles qui se sont envolées en fumée, celles que des personnages respectés auraient pu offrir et qui n'ont pas été consultés. Ces limites, ces manques dans l'instruction, obligent la justice à avoir recours à la collation de numéros des quotidiens comme pièces à conviction ! Mais des témoins à charge, évincés, ne savaient pas même que leur participation à la démonstration de la vérité aurait pu rendre service à la justice. Les colons de Madagascar se sont comportés, ni plus ni moins comme leurs compatriotes de la zone non occupée, avant le sabordage de la flotte à Toulon.

Les sources non exploitées

Au cours des instructions, il peut sembler bizarre que la puissance publique, civile ou militaire, n'ait jamais cherché une seule fois à savoir comment des archives avaient disparu au moment de la mainmise des Anglais sur la Grande Ile. Le commissaire de police A. Inard, qui fait en 1945 un énorme travail de recherche, n'agit que sur ordre, et intervient, par exemple, dans les archives de la Sûreté pour constater qu'elles « ont en grande partie été détruites lors du débarquement anglais. » Les deux procès montrent fort bien ainsi que les Anglais dissolvent la Légion Française des Combattants quand ils savent que Legentilhomme arrive, après le 11 novembre 1942. Leurs archives sont encore intactes. Mais personne ne les exploite. Le temps aidant, personne ne sait où elles sont en 1945. Dès le 5 mai à Diego, l'administrateur en chef fait disparaître ce qu'il peut dans une situation de guerre. Les Anglais arrivant à Mayotte, la situation sera identique. Ainsi de suite en arrivant à Majunga⁷⁴ ou Tamatave, voire à Tuléar, où ce sont toutes les archives de la région qui disparaissent, dès qu'Annet part dans le Sud et alors que les procès instruits dans les deux dernières années au Tribunal militaire brûlent de leurs derniers feux. Cela se pratique aussi à

Ambohijatovo, à la direction de l'Intendance comme à la direction de l'Artillerie. Lors des prises de fonction de nouveaux administrateurs ou de chefs de districts, ceux-ci notent bien que le prédécesseur a pratiqué la politique de la table rase, voire que le (dossier estampillé) « Confidentiel » fait défaut. Nous n'évoquons ici que le secret maintes fois ressassé de Polichinelle⁷⁵. Les instructions des procès semblent principalement avoir concerné le monde administratif et très peu le colon de base, quelquefois voisin de l'endroit où se brûlaient des monceaux de dossiers.

Il est certes dérisoire d'évoquer de supposés dossiers roboratifs, mais il faut bien reconnaître que l'accusation n'a guère d'arguments à faire valoir. Dans une lettre du 8 juillet 1946, du président du Comité central de la France Libre de Madagascar à M. le Ministre de la Justice, on apprend qu'à Tananarive même, « la Chambre civique a mal fonctionné : elle a été d'une mansuétude inconcevable dans beaucoup de cas graves. Les dossiers n'étaient pas en état. » Réallon, homme de bien, ancien secrétaire général du gouvernement, redevenu avocat, subit des pressions, tout comme les jurés, pour défendre des fonctionnaires politiquement engagés sous Vichy. Le microcosme privé zanatany recoupe tellement celui du monde administratif par alliances matrimoniales interposées qu'il est impossible de démêler l'écheveau des passions.

On ne sera donc pas étonné de constater qu'aucun des deux présidents de la Légion Française des Combattants, les colonels Forgeot et Besse, ne témoigne. On peut pourtant lire dans un opuscule de ce dernier, le 28 janvier 1942, que pour être un Ami de la Légion (possibilité offerte à ceux qui ne sont pas anciens combattants) « il faut ne jamais avoir été franc-maçon et ne pas être juif. » On peut pourtant l'être à moins. Il en va de même pour le capitaine Fauché, officier d'ordonnance à tout faire d'Annet, personnage qui joue un rôle politique important durant tout le séjour de son chef. Le lieutenant Pierre Gresset, fasciste notoire, détenteur de l'ordre de la Francisque, ne se serait certainement pas défaussé non plus et aurait pu expliquer

75 Cela pose un problème connexe, celui de la constitution même de dossiers aux Archives d'Outre-Mer et de leur titre comme celui de « l'agression anglaise à Diego ».

comment durant une année 1941, il avait impunément expliqué — jusqu'à La Réunion — sa conception du « racisme dans l'union de la France et de l'Empire, sa notion religieuse d'idéal, son culte de l'honneur sans compromis, qui s'accompagne du culte de la force, qui, seule peut donner à la patrie la vitalité qu'elle a perdue. » Gentiment expulsé par Annet, Gresset, ayant emporté avec lui toute sa documentation et sa liste de suspects, ne témoigne pas. Les Belges juifs Gherson, ignominieusement fouillés au corps à Majunga, pas plus que Michaël de Villèle, durement condamné à Tananarive et libéré par les Anglais⁷⁶, ou Dagron, le secrétaire particulier de De Coppet, voire l'épouse du détenu politique M^o Albertini, dont la colère explose à la lecture du verdict de Cayla, ne sont cités par l'accusation. Nous n'évoquons pas ici les rares idéologues du temps, *zanatany*⁷⁷ tant il est encore dangereux, plus d'un demi-siècle après les faits d'évoquer leur action.

L'intervention du Japon

Il va de soi que, parmi ces personnages, aucun ne peut évoquer ce qui obnubile la Cour, lors du procès Annet, à savoir l'obsession du Japon⁷⁸. Seuls des militaires et des administrateurs sont effectivement impliqués. Un fondé de pouvoirs de la maison Darrioux qui part pour le Japon le 10 janvier 1941 reste en dehors de l'affaire. Tout Madagascar sait, par simple voie de presse, que des torpillages se font quotidiennement dans l'océan Indien, tout d'abord par l'Allemagne⁷⁹ puis par le Japon. Les tonnages détruits sont impressionnants. Un télégramme de Vichy⁸⁰ donne instruction « à la suite de l'apparition du sous-marin japonais à Diego de ne pas traiter les Japonais comme des agresseurs ». Le contenu d'un

76 C'est bien De Villèle qui crée le Comité de la France Libre de Tananarive ; voir le télégramme que De Gaulle lui adresse publié par Girou dans *France-Madagascar* ; 18 décembre 1942, n°4.

77 L'un d'eux, C..., agrégé de lettres, reçoit une visite sur commission rogatoire, mais n'évoque rien.

78 Le procès Cayla, relativement à l'autre, est pauvre en prolongements. C'est surtout son attitude hors de Madagascar qui lui est reprochée. Rappelons, à cette fin, que l'inculpation d'Annet date du 1^{er} mars et que le Japon est en lice jusqu'à la mi-août 1945.

79 Volonté, n°589, 16 avril 1941.

80 10 juin 1942 ; n°1700.

autre télégramme, du 26 juin, adressé au général Guillemet est corroboré par deux témoins. Un administrateur, E..., en a eu connaissance. Un opérateur radio, Clermont, évoqué plus haut, qui décode les télégrammes d'Alarobia depuis l'Afrique du Sud, essaye vainement, dès le début de l'année 1942, d'impliquer et d'interpeller Annet sur une longueur d'onde dissidente. Pour lui et l'Intelligence Service, le gouverneur défend la cause japonaise. Les dizaines de questions posées aux témoins n'excèdent jamais le niveau de l'impression que l'on peut avoir en son âme et conscience. On mentionne, au mieux, un télégramme secret reçu par le point d'appui de Brickaville relatif à l'intervention des forces japonaises ou le télégramme de la Sûreté n°1105 relatif à la présence de sous-marins japonais à Madagascar. L'inculpé n'est aucunement confondu.

Pourtant, la Cour eût été impressionnée si elle avait lu le rapport de l'administrateur Deboutière⁸¹ à qui jamais rien n'a été demandé en matière de témoignage. En début d'après-midi, il voit non loin de Mahanoro un des sous-marins gigognes, soit le I-16, soit le I-20, et trois sous-marins nains sur lesquels il tire avec un mousqueton de fortune. Ordre lui est donné par téléphone de cesser le feu avec sa carabine 8 m/m⁸² ! Par mesure de rétorsion, Annet communique à Vichy l'état civil de Deboutière dont la mère et deux tantes sont déportées et décèdent en déportation⁸³. L'historiographie britannique de la Seconde guerre mondiale diffère sur ce dernier

81 4 juin 1942. Cela lui vaut une inspection surprise, un peu tardive, de Pechayrand dont la relation est faite dans : 3 D 334. District Andovoranto. 7 & 8 septembre 42.

82 On lira à ce propos les pages 84-90 dans *Les étapes imprévues d'une carrière d'administrateur colonial*. 1998. Mémoires d'hommes.

83 Une autre affaire, où il y a mort d'homme, aurait pu édifier la H.C.J. Elle empeste l'après-guerre malgache, il s'agit de l'affaire du Sud, autrement dite l'affaire Seyrig dans laquelle deux acteurs, anciens administrateurs des Colonies, MM. Ducaud et Deboutière, témoignent encore en l'an 2000. Directeur des Affaires malgaches, Siriex est présent lors de l'arrestation de Seyrig à Tananarive et dit avoir alors pressenti l'erreur judiciaire. On ne fait que résumer ici la trame de ce drame : la sécurité militaire anglaise depuis le début de l'année 1942 sait que des sous-marins japonais très actifs sont conseillés par des renseignements venant de la Grande Ile. Les Anglais soupçonnaient déjà Vichy - et donc Tananarive - de collusion avec le Japon. Une difficile enquête, dilignée deux ans après dans le Sud, conduit à un producteur de mica, nommé A. Seyrig qui est soupçonné d'intelligence avec l'ennemi. Ce dernier, un mois après son arrestation, est assassiné dans la prison d'Antanimoro. Pour P. H. Siriex, Seyrig est une victime de la hargne anti-gaulliste, hypothèse difficile à soutenir. Pour Ducaud et Deboutière, Seyrig travaillait simplement pour les puissances de l'Axe, malgré l'arrivée de la France Libre à Madagascar.

point considérablement avec ce qu'évoquent les Français. On pense ici en premier lieu à *Into Madagascar*, de Dower K. C. Gandar, 1943, *Japan's bid for Africa*, 1944, d'Eric Rosenthal, à l'article très convaincant de Richard Hooker, intitulé "Japan's Lost Opportunity in the War," *Yale Review*, vol. 35, n° 1, septembre 1945, p. 30-39⁸⁴. Pour l'historiographie française, le Japon n'a pas lieu d'être dans l'océan Indien. Alors qu'il s'agit d'une donnée fondamentale pour le monde historien anglo-saxon. Dernier pied de nez de Vichy sans doute. Incidemment, de courageux marins français témoignent du contraire⁸⁵. Les sources originelles japonaises pourraient peut-être remettre de l'ordre dans cette histoire confuse d'où Vichy ne sort certainement pas grandie.

1947, pour les Français de Madagascar, est oublié depuis longtemps, tant ils sont pressés de consommer ce que cette époque inflationniste, où tout se vend, s'appête à leur donner. De méchantes gens ont dit que les plus pétainistes d'entre eux avaient, durant la guerre, pratiqué la politique du ventre. La presse maréchaliste ne dément pas : « Réduits au rôle de spectateurs intéressés à l'issue de la bataille nous ne pouvons malgré tout que nous montrer satisfaits du présent. Nous n'en demandons pas d'avantage pour le moment », dit *Le Colon* de Tamatave en 1941⁸⁶. Les Français Libres de Tananarive, personnes privées, connaissent aussi cette faiblesse, contre toute attente, parmi ceux qu'envoient Covent Garden et les Anglais : « Les gens arrivés de Londres ne fréquentent que les « beefsteakmen », les catégories respectables de la population, les hauts fonctionnaires de Vichy, qui, à coup de « gueuletons », avaient déjà soudoyé les Anglais. Vichystes et brasseurs d'affaires ont bien manœuvré⁸⁷ ». Il n'est pas jusqu'au futur gendre du général de Gaulle qui ne soit circonvenu. Simple récupération d'un groupe social plus qu'une récupération politique sciemment menée. Collusion d'intérêts dont la source est

84 p. 276-296. En dépit d'un titre trompeur, Madagascar en 1942 est bien évoqué à ces pages.

85 p. 331., p. 338 et suivantes. *Marin de métier ; pilote de fortune*. 1951. Capitaine de vaisseau Jubelin.

86 4 janvier 1941 ; n°1192.

87 3 W 48.

en Europe. P. Boiteau l'a dit depuis longtemps⁸⁸.

« A vrai dire, on ne s'occupe plus du tout des indigènes à Madagascar », poursuivent les Français libres en 1944, tout en le déplorant. Comment s'étonner que Ralaimihoatra avance que l'après-guerre est « incontestablement une phase de lutte pour l'indépendance »⁸⁹ ? Pour les Malgaches. Le sénateur André Liotard, ancien Français libre, architecte, profond connaisseur de la Grande Ile, le nie en bloc encore en février 1950⁹⁰.

Malgré cette bipolarisation de l'opinion française entre juin 1940 et septembre 1942, dont la mémoire collective *zanatany* a très vite oublié l'acuité, les occasions économiques qui s'offrent, tout comme le jeu politique, effacent des tensions franco-centrées. Les aspirations progressistes absolument inattendues dans ce milieu disparaissent en très peu de temps, car la droite hégémonique sait faire du monde malgache diabolisé la hantise d'un groupe non homogène qui se soude devant ceux qui se réveillent après plus d'un demi-siècle de soumission. Aujourd'hui, l'idée reçue qu'il existe un discours colonial unanime des allogènes est une constante de l'historiographie coloniale. On peut espérer avoir, ici, battu en brèche ce stéréotype arrangeant.

88 *En Action*. 30 novembre 1944 ; n°12. « Les planteurs coloniaux sont tributaires du capital financier métropolitain. Or ce capital ne s'investit ici que si le taux du profit dépasse le taux du profit moyen de la métropole. Pour payer cette super plus-value coloniale, le planteur travaille d'abord avec un équipement très restreint presque sans investissement de capitaux et en maintenant des salaires très bas. Il travaille surtout pour rémunérer le capital financier auquel il a recours. »

89 On ne fait que paraphraser ici E. Ralaimihoatra, p. 72, *Histoire de Madagascar. Le XXe siècle*. 1966.

90 *La question ne se pose pas*. Société malgache d'édition. Liotard ne reconnaît, parmi les nationalistes que les communistes et trois ou quatre douzaines de familles aristocratiques, «...sortes d'immigrés de Coblentz irréductibles... Le mouvement malgache est une affaire fabriquée de toutes pièces. » Son épouse était issue des familles dont il est ici question.